

## PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE BOURGEOISE DE LA COMMUNE DE VICQUES DU 27 mai 2015

Présidence :	M. Gabriel Friche, Président
Secrétaire :	Mme Sylvianne Fleury, secrétaire de l'Assemblée bourgeoise
Conseil communal :	Mme Sylviane Faivre, responsable des bourgeoisies
Bourgeois présents :	10 personnes assistent aux débats
Invités :	M. Studer Bernard du bureau Rolf Eschmann SA
Lieu :	Centre communal de Vicques, 1 <sup>er</sup> étage

### 1. Salutations et souhaits de bienvenue

M. Gabriel Friche souhaite la bienvenue aux personnes qui se sont déplacées.

La séance de ce soir a été convoquée :

- par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura n°15 du 29 avril 2015
- par convocation à domicile
- par affichage public

**L'ordre du jour est le suivant :**

1. Salutations et souhaits de bienvenue ;
2. Approbation du procès-verbal de l'Assemblée bourgeoise du 16 juin 2014;  
*(le document peut être consulté à l'administration communale ou sur le site Internet de la Commune à l'adresse [www.val-terbi.ch](http://www.val-terbi.ch))*
3. Décider l'échange de la parcelle 1026 du ban de Vicques, propriété de la bourgeoisie, avec la future parcelle 3400, propriété de la Commune et le déclassement partiel de cette dernière parcelle sur une surface de 628 m<sup>2</sup> (remise à la zone agricole); le cas échéant, fixer le montant de l'indemnisation à recevoir;
4. Dans le cadre du réaménagement de la route Vicques-Courrendlin, décider la vente, à la République et Canton du Jura, des portions de parcelles suivantes, nécessaires à la réalisation des travaux, pour le prix de Fr. 8.-/m<sup>2</sup> : parcelle n° 96 : 32 m<sup>2</sup>; parcelle n° 4 : 22 m<sup>2</sup>; parcelle n° 81 : 49 m<sup>2</sup>; parcelle n° 955 : 88 m<sup>2</sup>;

5. Prendre connaissance du résultat des comptes de fonctionnement de la Bourgeoisie de Vicques pour l'année 2014;
6. Communications;
7. Divers.

Nomination d'un scrutateur : M. Claude Rudolf

## **2. Approbation du procès-verbal du 16 juin 2014**

Etant donné que le procès-verbal peut être consulté sur le site internet de la commune de Val Terbi ainsi qu'au bureau communal, il n'en sera pas donné lecture.

### **Votation :**

**Les ayants droit bourgeois acceptent le procès-verbal du 16 juin 2014.**

## **3. Décider l'échange de la parcelle 1026 du ban de Vicques, propriété de la bourgeoisie, avec la future parcelle 3400, propriété de la Commune et le déclassement partiel de cette dernière parcelle sur une surface de 628 m<sup>2</sup> (remise à la zone agricole) ; le cas échéant, fixer le montant de l'indemnisation à recevoir**

### **Débat de fond :** Gabriel Friche, Président

Les autorités communales envisagent une modification du plan de zones actuel sur les parcelles 13, 1026 et 961, afin de permettre aux entreprises Plac Etal SA et Maurice Chapatte SA d'étendre leur activités sur cette dernière parcelle. Concrètement, il est prévu d'étendre la zone à bâtir sur une portion de la parcelle 961 pour une surface de 2724 m<sup>2</sup>. Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'aménagement du territoire (LAT) révisée le 1<sup>er</sup> mai 2014, toute extension de la zone à bâtir doit désormais être compensée par une surface équivalente à retourner à la zone agricole.

Comme compensation, les surfaces proposées au déclassement sont les parcelles 13 (Commune) et 1026 (Bourgeoisie).

Plusieurs rencontres se sont déroulées avec les différents propriétaires concernés pour le changement d'affectation :

- Monique Rais, propriétaire de la parcelle 961, est favorable au projet de modification. Elle souhaite conserver la partie Sud de sa propriété maintenue en zone agricole (1061 m<sup>2</sup>).
- Les entreprises Plac-Etal (parcelle 11) et M. Chapatte et Fils SA (parcelle 10), sont évidemment favorables au projet puisqu'elles en sont à l'origine.
- La Bourgeoisie de Vicques (par sa commission) a accepté de déclasser sa parcelle 1026 à la condition qu'un échange soit effectué avec la parcelle 13 de la Commune sur laquelle 609 m<sup>2</sup> ont été maintenus en zone à bâtir. Une indemnisation lui sera par ailleurs versée par les deux entreprises, à raison de Fr. 50.- par mètre carré déclassé.
- La Commune de Vicques (parcelle 13) a accepté le déclassement de sa propriété et l'échange opéré avec la Bourgeoisie.

Selon le règlement d'organisation de la Commune, la compétence d'adoption d'une modification du plan de zones revient au corps électoral. Il est donc important de préciser que l'échange et les modalités qui l'accompagnent ne seront effectives que si la modification du plan de zones est acceptée au final par le peuple. Dans le cas contraire, les parcelles resteront telles quelles, sans aucun changement.

**M. Bernard Studer procède ensuite à une présentation technique détaillée.** Pour que les entreprises en question puissent déposer une demande de permis, nous devons d'abord procéder au changement d'affectation.

Les dispositions de l'art. 38a LAT sont respectées :

**al.2** *Jusqu'à l'approbation de cette adaptation du plan directeur par le Conseil fédéral, la surface totale des zones à bâtir légalisées ne doit pas augmenter dans le canton concerné*

Les dispositions de la fiche 1.07 du Plan directeur cantonal sont également respectées

**1.07** Zones d'activités communale et intercommunale.

*PA6 : Le développement d'une entreprise établie sur le territoire de la commune nécessite l'extension ou la création d'une nouvelle zone d'activités*

#### **Présentation des deux entreprises :**

##### **Plac-Etal SA**

- *Entreprise établie à Vicques depuis 25 ans, employant 22 collaborateurs*
- *Entreprise confrontée à plusieurs problèmes :*
  - *Surface de l'atelier exiguë*
  - *Surface de stockage insuffisante → loue un entrepôt de 150m<sup>2</sup> à Delémont*
  - *12 places de parc seulement*
  - *Accès étroit pour les livraisons, manœuvre délicate pour les poids lourds*
- *Les bâtiments actuels occupent environ 850m<sup>2</sup> sur une parcelle de 1'570m<sup>2</sup> avec servitude en limite Est → aucun agrandissement envisageable*
- *Si le projet est accepté, un nouveau bâtiment sera construit côté Ouest relié au bâtiment existant et 10 places de parc seront aménagées*
- *L'avant-projet prévoit une réserve d'environ 320m<sup>2</sup> pour une extension future*

##### **M. Chapatte & Fils SA**

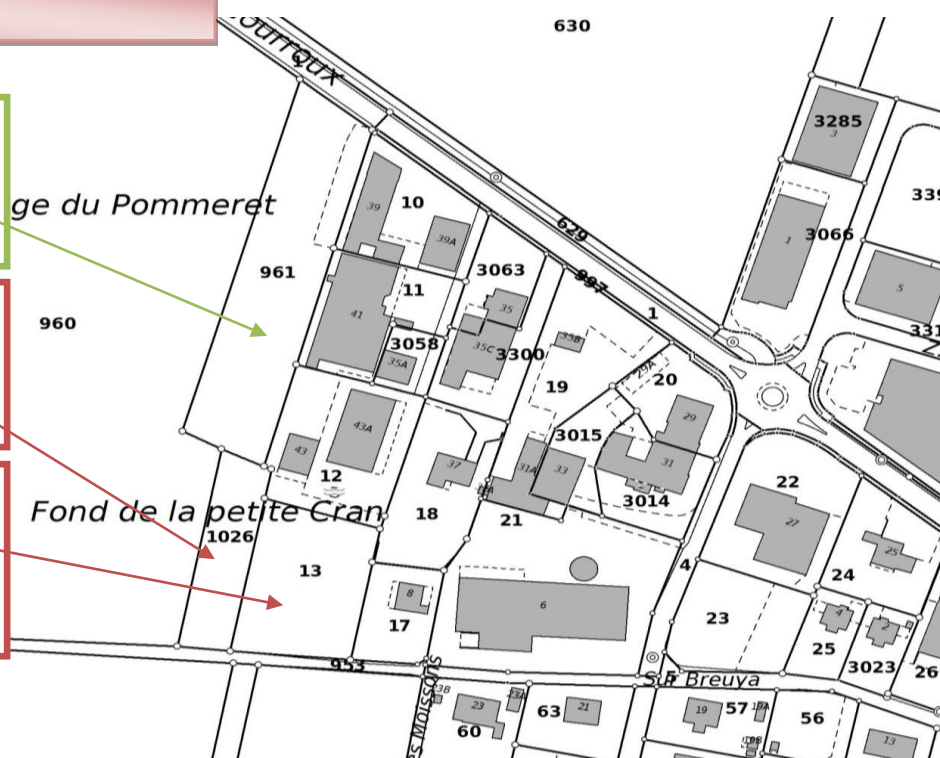
- *Entreprise établie à Vicques depuis 30 ans, employant 8 collaborateurs*
- *Entreprise confrontée à plusieurs problèmes :*
  - *Surface de l'atelier exiguë*
  - *Espace pour le stationnement des machines à réparer insuffisant*
  - *Stationnement des véhicules de dépannage et des véhicules des employés problématique*
  - *Manœuvres en bordure de la route cantonale dangereuses*
- *Aucun agrandissement ne peut être envisagé dans le contexte actuel*
- *Si le projet est accepté, la surface de l'atelier sera doublée et une aire de stationnement des machines et véhicules sera aménagée*

## Plan actuel

**Parcelle 961**  
3785m<sup>2</sup>  
Rais Monique  
Zone agricole

**Parcelle 1026**  
1237m<sup>2</sup>  
Bourgeoisie de Vicques  
Zone à bâtir

**Parcelle 13**  
2096m<sup>2</sup>  
Commune Val Terbi  
Zone à bâtir



## Changement d'affectation

**Mise en zone à bâtir**  
2724m<sup>2</sup>

**Déclassement**  
2724m<sup>2</sup>

**Solde zone à bâtir**  
609m<sup>2</sup>

### Légende

- ..... Périmètre de modification du plan d'aménagement local
- Zone mixte A (zone MA)
- Zone agricole A (zone ZA)

44600

44500

44400

44300

44200

44100

44000

43900

43800

43700

43600

43500

43400

43300

43200

43100

43000

42900

42800

42700

42600

42500

42400

42300

42200

42100

42000

41900

41800

41700

41600

41500

41400

41300

41200

41100

41000

40900

40800

40700

40600

40500

40400

40300

40200

40100

40000

39900

39800

39700

39600

39500

39400

39300

39200

39100

39000

38900

38800

38700

38600

38500

38400

38300

38200

38100

38000

37900

37800

37700

37600

37500

37400

37300

37200

37100

37000

36900

36800

36700

36600

36500

36400

36300

36200

36100

36000

35900

35800

35700

35600

35500

35400

35300

35200

35100

35000

34900

34800

34700

34600

34500

34400

34300

34200

34100

34000

33900

33800

33700

33600

33500

33400

33300

33200

33100

33000

32900

32800

32700

32600

32500

32400

32300

32200

32100

32000

31900

31800

31700

31600

31500

31400

31300

31200

31100

31000

30900

30800

30700

30600

30500

30400

30300

30200

30100

30000

29900

29800

29700

29600

29500

29400

29300

29200

29100

29000

28900

28800

28700

28600

28500

28400

28300

28200

28100

28000

27900

27800

27700

27600

27500

27400

27300

27200

27100

27000

26900

26800

26700

26600

26500

26400

26300

26200

26100

26000

25900

Les débouchés sur la route cantonale, générés par les deux entreprises, sont problématiques. Selon le SIN, un nouvel accès à la route cantonale est envisageable moyennant le respect des principes suivants :

- Déplacement du panneau 50 km/h en limite de la nouvelle zone à bâtir
- Prolongement de l'interdiction de dépasser en limite de la nouvelle zone à bâtir
- Garantie d'une bonne visibilité conforme aux normes
- Nouveau débouché à aménager de manière ponctuelle sur toute la largeur de la surface nouvellement affectées à la zone à bâtir

L'extension de la zone à bâtir sur la parcelle 961 se fait sur des surfaces d'assolement d'une emprise de 2'724 m<sup>2</sup>. Comme compensation, les surfaces déclassées sur les parcelles 13 et 1026 répondent en principe aux critères des SDA :

- Zone climatique : B3 Culture fourragère et grandes cultures
- Pente : terrain plat
- Min. 1ha : vaste plaine entre Courroux et Vicques
- Polluants : secteur pas inscrit au cadastre des sites pollués

Profondeur utile de 30 à 35 cm, correspondant toutefois à celle mesurée sur la parcelle 960, SDA de classe 2. Selon les orthophotos établies depuis 1998, ces deux parcelles sont exploitées comme terres ouvertes.

### **Questions :**

Roseline Chappuis demande si nous avons une raison particulière de conserver une partie de la parcelle en zone à bâtir soit 609m<sup>2</sup> ?

Bernard Studer signale qu'il ne faut pas déclasser plus de m<sup>2</sup> que ce dont nous avons besoin. En effet, par la suite nous pourrions avoir besoin de les remettre en zone agricole pour bénéficier d'une zone de construction ailleurs. Il s'agit-là d'une réserve.

Sandra Charmillot souhaite connaître de quelle façon seront traités les baux à loyer actuellement signés pour ces parcelles ?

Il faut encore relever que les parcelles 13 et 1026 font actuellement l'objet de baux à ferme avec Pierre-André Charmillot. Les baux seront repris, comme la loi l'exige, par les nouveaux propriétaires. Si l'échange est réalisé entre Commune et Bourgeoisie, le bail actuel de la Commune sera donc repris par la Bourgeoisie et vice-versa.

Sandra Charmillot demande s'il ne serait pas profitable pour la bourgeoisie de faire une parcelle carrée de 609 m<sup>2</sup> et de la proposer à la vente pour la construction d'une maison ?

Bernard Studer relève que de viabiliser une seule parcelle serait beaucoup trop honéreux pour la bourgeoisie.

Gabriel Friche rappelle qu'il aurait été préférable, à l'époque, de viabiliser la totalité de la parcelle et faire ainsi 4 parcelles constructibles à vendre. Malheureusement cela n'a pas été entrepris, il faut donc profiter de l'opportunité que nous avons d'obtenir une indemnisation pour ce terrain à bon prix. Pour ce qui est du secteur qui sera mis en zone agricole, il sera éventuellement possible lors de l'établissement du nouveau PAL (Plan d'Aménagement Local) de remettre en zone de construction ces terrains.

Le prix de l'indemnisation a été fixé à fr. 50.00 du m<sup>2</sup> et sera revendiqué auprès des entreprises Plac-Etal SA et Chapatte & Fils SA par la bourgeoisie pour les m<sup>2</sup> qui seront déclassés.

#### **Votation :**

**A la majorité des votants, sans avis contraire, les ayants droit bourgeois acceptent l'échange de la parcelle 1026 du ban de Vicques, propriété de la bourgeoisie, avec la future parcelle 3400, propriété de la Commune et le déclassement partiel de cette dernière parcelle sur une surface de 628 m<sup>2</sup> (remise à la zone agricole) et fixe le prix de l'indemnisation à Fr. 50.- / m<sup>2</sup> et sera revendiqué auprès des entreprises Plac-Etal SA et Chapatte et Fils SA par la bourgeoisie pour les m<sup>2</sup> qui seront déclassés.**

**4. Dans le cadre du réaménagement de la route Vicques-Courrendlin, décider la vente, à la République et Canton du Jura, des portions de parcelles suivantes, nécessaires à la réalisation des travaux, pour le prix de fr. 8.-/m<sup>2</sup> : parcelle no 96 : 32 m<sup>2</sup> ; parcelle no 4 : 22 m<sup>2</sup> ; parcelle no 81 : 49 m<sup>2</sup> ; parcelle no 955 : 88 m<sup>2</sup>**

#### **Débat de fond :** Gabriel Friche, Président

Le Service des infrastructures de la RCJU va poursuivre les travaux de réfection de la route Vicques-Courrendlin. Les travaux suivants sont prévus en 2015 :

- Pose d'une couche de surface sur la partie réparée en 2014, soit le tronçon entre les accès aux fermes « Esserts Beurquet » et « Sous les Pécas » ;
- Réparation et pose d'une couche de surface depuis l'accès à la Résidence les Pins jusqu'au terrain de football ;
- Réalisation de deux décrochements verticaux (dos d'âne) situés au début de la zone limitée à 50 km/h, de part et d'autre de l'accès au terrain de football. Ces décrochements ont pour objectif d'accompagner physiquement la mesure signalée. Ces installations paraissent indispensables au vu du long tronçon rectiligne en entrant dans la localité. Pour ce faire, le tronçon situé entre le Home et le terrain de football nécessite un petit élargissement vers le Nord. De légères emprises sont donc nécessaires, sur une parcelle communale (101), deux parcelles privées (98 et 97) et sur quatre parcelles bourgeoises (96, 4, 81 et 955). La RCJU souhaite donc acquérir ces surfaces au prix d'achat Fr. 8.-/m<sup>2</sup>, défini par le Canton. Conformément au règlement d'organisation de la Commune, l'Assemblée bourgeoise est compétente pour tous les actes juridiques liés à la propriété foncière.

Le prix correspond au prix de vente du terrain agricole.

### Questions :

Gabriel Friche ajoute que les accotements de la route sont refaits à neuf pour permettre une meilleure stabilité.

Jean-Claude Chevalier s'interroge sur la vitesse des véhicules sur ce tronçon de route. En effet, un radar a été posé dernièrement et plus de 40 véhicules étaient en infraction, il est donc nécessaire de prévoir la pose de ralentisseurs.

Gabriel Friche rappelle qu'il a été prévu à cet effet, l'aménagement de deux décrochements verticaux (**dos d'âne**) situés au début de la zone limitée à 50 km/h, de part et d'autre de l'accès au terrain de football, ce qui devrait permettre de ralentir déjà passablement la vitesse des voitures.

### Votation :

**A la majorité des votants, sans avis contraire, les ayants droit bourgeois acceptent la vente, à la République et Canton du Jura, des portions de parcelles suivantes, nécessaires à la réalisation des travaux, pour le prix de Fr. 8.-/m<sup>2</sup> : parcelle n° 96 : 32 m<sup>2</sup>; parcelle n° 4 : 22 m<sup>2</sup>; parcelle n° 81 : 49 m<sup>2</sup>; parcelle n° 955 : 88 m<sup>2</sup>.**

### **5. Prendre connaissance du résultat des comptes de fonctionnement de la Bourgeoisie de Vicques pour l'année 2014**

Sylviane Faivre donne quelques explications au niveau des comptes bourgeois :

**Le compte bourgeois boucle avec un excédent de charges de fr. 162'763.96.**

Ce montant est provoqué par :

- la dépréciation au bilan des terrains vendus en 2013 par la bourgeoisie de Vicques. Ces amortissements ont été étudiés avec la Fiduciaire
- l'achat de la forêt de fr. 46'000.00 ainsi que
- les impôts sur la vente des terrains.

La forêt ne se porte pas très bien suite à l'abandon du taux plancher par la BNS et le Conseil communal a accepté de virer 40% du bénéfice du Triage dans le fonds de réserve au lieu de 20% prévu initialement.

La fortune nette se monte à fr. 1'692'000.00.

Jean-Claude Chevalier s'oppose au fait que ce soit le CG qui accepte ces comptes et demande un avis de droit d'un juriste.

Sylviane Faivre rappelle que la commune de Val Terbi est une commune mixte, et que c'est donc le Conseil communal qui gère les affaires des trois bourgeoisies. La procédure n'a pas changé suite à la fusion mais simplement qu'actuellement c'est le Conseil général au lieu de l'Assemblée communale qui doit ratifier ces décisions.

Suite à l'Assemblée de juin 2014 à laquelle M. Chevalier avait déjà émis son désaccord, un avis avait été demandé au Service des communes qui avait clairement signalé que c'est le Conseil communal qui exécute les décisions d'assemblée bourgeoise fixées au chiffre 6 de l'article 18 de notre règlement d'organisation et qu'elles nécessitent effectivement une ratification du Conseil général, lorsque cela dépasse les compétences du Conseil communal.

## 6. Communications

### ***Sentiers communaux – réfection par les scouts de Vicques***

Un secteur des sentiers communaux sera remis en état par les scouts le samedi 13 juin 2015, ces travaux seront effectués, chaque année, sur les différents sentiers de la commune de Vicques. Les scouts seront dédommagés pour cette tâche à raison de fr. 1'000.00 à fr. 1'200.00 par année.

Il serait également important d'établir une carte afin de faire connaître à la population les sentiers qui seront revitalisés.

### ***Cabane du Pré Godat***

Suite au postulat de Xavier Dobler déposé au Conseil général, la commission bourgeoise s'est rendue sur place et a proposé quelques aménagements :

- Marquage du bois pour élaguer les abords de la cabane du Pré-Godat afin de laisser filtrer le soleil étant donné qu'elle se trouve à l'envers. Des contacts devront encore être pris avec les propriétaires des forêts concernés.
- Pose de gravillon aux abords de la cabane
- Pose de fenêtres incassables
- Remise en état des tables

Le montant de ces travaux sera prévu au budget 2016.

## 7. Divers

Jean-Claude Chevalier demande quelques explications au niveau de la modification du prix du bois bourgeois :

Le prix a été modifié de Fr. 15.00 à Fr. 30.00 le stère suite à une discussion en assemblée bourgeoise.

Sylviane Faivre relève que les travaux entrepris par la bourgeoisie engendre, à chaque fois, une dépense ; il faut rappeler que le bénévolat n'existe plus et que les citoyens bourgeois ne sont plus mis à contribution pour effectuer divers travaux. Il est donc nécessaire de s'adapter à la situation actuelle.



Gérard Friche n'est pas du tout satisfait de la qualité du bois qui est remis aux bourgeois de Vicques.

Sylviane Faivre va transmettre ces remarques au comité du Triage. Il ne faut pas oublier que le bois de qualité inférieure est difficilement vendable, et que si le Triage veut vendre son bois aux privés un bon prix, il lui faut du bois de qualité. De plus il faut relever que sur la quantité de bois remis aux bourgeois, il y a toujours quelques stères qui seront de moins bonne qualité.

Une discussion s'ensuit à ce sujet.

La parole n'étant plus demandée, la séance est levée à 21h.20.

Vicques, le 27 mai 2015

**AU NOM DE L'ASSEMBLEE BOURGEOISE  
DE VICQUES**

Gabriel Friche  
Président

Sylvianne Fleury  
Secrétaire